

Membres présents :

Monsieur Arnaud AMELINE, représentant des professeurs des universités  
Monsieur Aimeric AUDEGOND, représentant des maîtres de conférences  
Monsieur Nicolas BIBARD, représentant des personnels BIATSS  
Madame Florence BLANC, représentante des étudiants  
Madame Julie CAMPION, représentante des IA-IPR  
Monsieur Dany DESCHAMPS, directeur de l'EAFC  
Madame Sabine EVRARD, représentante de l'UPJV  
Madame Béatrice FINET, représentante des maîtres de conférences  
Madame Laure IBERNON, représentante des professeurs des universités  
Monsieur Nicolas LEBRUN, représentant des personnels relevant du ministre chargé de l'Education Nationale  
Monsieur Steven MOLLET, représentant des étudiants  
Monsieur Gilles NEUVIALE, inspecteur d'Académie, directeur académique des services de l'Education Nationale de la Somme  
Madame Céline OURSEL, personnalité extérieure  
Madame Tiphany PLAZANET, représentante des personnels BIATSS  
Monsieur Bruno REVELLE, proviseur du lycée Jean Calvin à Noyon  
Madame Manon SAVARY, représentante des étudiants  
Monsieur Pierrick TARIN, représentant des autres enseignants et formateurs

Avaient donné pouvoir :

Madame Karine LEFEVRE à Madame Julie CAMPION  
Monsieur Thierry PHILIPPOT à Madame Béatrice FINET  
Monsieur Jérôme BURIDANT à Madame Laure IBERNON  
Madame Jacqueline TIMMERMAN à Monsieur Pierrick TARIN

Assistaient également à la séance :

Madame Nathalie CATELLANI, directrice de l'INSPE  
Monsieur Matthieu DEPRET, directeur administratif de l'INSPE par intérim  
Madame Virginie LE MEN, représentante de M. le Président de l'UPJV  
Monsieur Pierre MOYA, recteur de l'Académie d'Amiens

### **Ordre du jour :**

1. Approbation du compte rendu du Conseil d'Institut du 16 avril 2024
2. Point sur la réforme initiale des enseignants et personnels d'éducation, en présence de M. le Recteur
3. DU Encadrement éducatif
4. Bilan des conseils de perfectionnement 2024
5. Questions diverses

### **1. Approbation du compte rendu du Conseil d'Institut du 16 avril 2024**

Le compte rendu du Conseil d'Institut du 16 avril 2024 est soumis à l'approbation du Conseil.

Voix : 21

Abstention : 0

Contre : 0

Pour : 21

**Le compte rendu du Conseil d'Institut du 16 avril 2024 est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

### **2. Point sur la réforme initiale des enseignants et personnels d'éducation, en présence de M. le Recteur**

**Monsieur Gilles NEUVIALE** précise qu'il n'y a pas encore de texte officiel à ce jour. Il informe de la présence de M. le recteur pour échanger sur le projet de réforme.

**Monsieur Pierre MOYA** explique que l'objectif de sa présence est de définir un continuum formation initiale/formation continue dans une étroite collaboration entre rectorat et INSPE. La première étape est le nouveau concours en 2025 : il s'agit de voir comment faire pour que les candidats réussissent au mieux. Afin de pouvoir recruter des candidats de qualité au CRPE, il faut augmenter le vivier d'étudiants, même si la baisse de candidats est moindre dans l'académie que dans d'autres académies (sauf pour le second degré). Il convient également d'améliorer les conditions de travail et d'affectation, qui sont toutes aussi importantes que la question salariale. Monsieur Pierre MOYA souhaite dialoguer avec les membres du conseil et entendre les craintes et les difficultés.

**Madame Laure IBERNON** estime que les délais sont courts pour mettre en œuvre une préparation au concours de qualité pour la rentrée 2024. Dans certaines composantes, les modules de préprofessionnalisation PPM2E et EFME ne sont pas proposés. Par ailleurs, les contenus de formation sont à construire pour la rentrée en fonction des nouveaux concours, qu'on ne connaît pas encore.

**Madame Sabine EVRARD** annonce la volonté de l'UPJV de déployer les modules PPM2E et EFME dans toutes les composantes.

**Madame Béatrice FINET** précise qu'elle et ses collègues enseignants ont tous été surpris par les sujets « zéro » du CRPE.

**Monsieur Pierre MOYA** explique que l'objectif des sujets « zéro » est de faire remonter les réactions.

**Madame Béatrice FINET** estime qu'en français les sujets sont plus simples que les épreuves du brevet des collèges.

**Monsieur Pierrick TARIN** ajoute qu'en Histoire-géographie, le QCM renvoie à l'idée d'un bachotage très éloigné d'une évaluation des compétences nécessaires au métier.

**Monsieur Pierre MOYA** reconnaît le « petit niveau » de ces sujets.

**Madame Julie CAMPION** trouve étonnant le décalage entre ce qui est enseigné dans le secondaire et les sujets « zéro ».

**Monsieur Nicolas LEBRUN** estime que pour le concours CPE, il y a une continuité dans le niveau des épreuves. Mais il se questionne sur la survie du master MEEF parcours CPE digitalisé.

**Monsieur Pierre MOYA** demande pourquoi ce parcours disparaîtrait.

**Madame Sabine EVRARD** explique que, d'une part, la mention MEEF Encadrement éducatif serait appelée à disparaître, et que d'autre part, le concours étant avancé à la fin de la L3, ce parcours ne pourra plus être proposé sous cette forme aux lauréats du concours CPE. Elle suggère de voir comment réorganiser la formation, peut-être sous forme de DU ou en l'intégrant dans la mention 4 dans le cadre de la formation continue.

**Madame Béatrice FINET** craint que la recherche universitaire ne disparaisse de la formation des étudiants, entre autres l'ouverture à la lecture scientifique et la posture réflexive.

**Monsieur Pierre MOYA** répond qu'il n'a pas d'informations à ce sujet.

**Madame Nathalie CATELLANI** informe qu'il semblerait qu'il y ait des évolutions sur ce point.

**Monsieur Gilles NEUVIALE** explique que, comme le concours sera passé, il y aura plus de temps en master pour la professionnalisation des étudiants.

**Monsieur Steven MOLLET** demande quel sera le nombre de places pour les deux concours en 2025.

**Monsieur Pierre MOYA** répond que les postes seront répartis sur les deux concours.

**Madame Sabine EVRARD** précise qu'il pourrait être possible pour les candidats de se présenter aux deux concours si ceux-ci ne se déroulent pas le même jour.

**Monsieur Steven MOLLET** demande si les préparations à l'agrégation interne et à l'agrégation externe seront toujours accessibles.

**Madame Sabine EVRARD** répond que cela dépendra des disciplines.

**Monsieur Nicolas LEBRUN** s'interroge sur les capacités de réussite au concours CPE à la fin de la L3 en 2025. En effet, il n'existe pas de licence qui prépare au métier et au concours de CPE.

**Madame Nathalie CATELLANI** explique qu'un groupe « EFME spécial Documentation et CPE » sera mis en place pour pallier l'absence de licence support.

**Madame Manon SAVARY** estime qu'au sein du parcours CPE, la diversité des licences d'origine est une richesse et que la charge de travail est gérable entre cours, stages et préparation au concours.

**Monsieur Dany DESCHAMPS** considère qu'avec la multiplication récente des parcours pour accéder au professorat, la réforme est l'occasion d'unifier les parcours de formation au niveau national.

**Monsieur Steven MOLLET** pense qu'il sera compliqué, pendant le master MEEF, de mettre en place une mobilité internationale type Erasmus+ et que cela deviendra difficile pendant la licence en raison du temps nécessaire à la préparation au concours – surtout qu'à l'UPJV la mobilité se fait essentiellement en L3.

**Madame Sabine EVRARD** répond qu'il faudra augmenter les possibilités de stage et de séjour Erasmus+ dès la L2 au sein de l'UPJV.

**Monsieur Steven MOLLET** demande si le dispositif AED est appelé à disparaître.

**Monsieur Pierre MOYA** le confirme.

**Madame Béatrice FINET** demande ce qu'il adviendra des étudiants de L3 qui ne réussiront pas le concours.

**Madame Sabine EVRARD** explique que cette question concerne surtout le premier degré, les étudiants du second degré pouvant toujours suivre un autre master disciplinaire. Elle précise que, selon une information datant du jour-même, il semblerait que le nouveau master de l'INSPE puisse accueillir les non-lauréats des concours.

**Monsieur Pierrick TARIN** demande ce qui peut être confirmé sur l'avenir de l'INSPE à ce jour.

**Monsieur Pierre MOYA** répond que rien n'est officialisé et qu'il ne veut pas confirmer d'informations non stabilisées à ce jour.

**Monsieur Pierrick TARIN** s'interroge sur l'implantation des formations de l'INSPE dans les trois départements.

**Madame Sabine EVRARD** insiste sur le souhait très fort de l'UPIV de perdurer cette politique de délocalisation des formations.

**Monsieur Pierre MOYA** confirme ce souhait de la part de l'académie. Il propose de venir faire des points d'étape régulièrement en Conseil d'institut.

### **3. DU Encadrement éducatif**

**Madame Nathalie CATELLANI** présente le contexte : ce DU encadrement éducatif 100% distanciel a été créé à la demande de la Mission Laïque Française (MLF). Il est dédié aux CPE et Assistants d'Éducation (AE) de son réseau d'établissements à l'étranger (37 pays, 108 établissements d'enseignement français à l'étranger). La MLF a recours à des recrutements locaux massifs, pour beaucoup sans formation initiale, issus de parcours divers et éloignés de la culture scolaire mais également de la culture française.

Les objectifs généraux du DU sont de professionnaliser et stabiliser les CPE et AE sur leurs postes, de leur permettre d'appréhender et d'investir l'enjeu de la dimension éducative de leurs missions, de les doter ou d'approfondir leurs compétences relationnelles au service d'un partenariat éducatif avec les membres de la communauté éducatives ; enfin de les sensibiliser à l'intérêt de s'impliquer dans le cadre de la vie de l'établissement et sécuriser leurs aptitudes à le faire.

Les objectifs d'apprentissage et compétences du DU sont d'accompagner les élèves sur les plan éducatif et pédagogique (40% de la maquette), de mobiliser la vie scolaire comme levier du climat de l'établissement (20% de la maquette), d'animer la politique éducative et de s'inscrire, en tant que CPE, dans une dynamique collective (40% de la maquette). Les publics concernés sont les personnels en poste désignés par les chefs d'établissements à l'étranger, stagiaires désignés par la MLF.

Aucun niveau d'études (diplôme) n'est exigé, mais le niveau indicatif est un B2/C1 en français.

La formation se déroulera en distanciel asynchrone, avec des RDV synchrones avec les intervenants en charge des cours.

La date prévisionnelle de démarrage est en septembre 2024.

L'équipe pédagogique sera constituée de l'équipe restreinte du parcours CPE digitalisé.

Le nombre minimum d'inscrits est de 15 la première année, de 12 à partir de la seconde année.

Les frais d'inscription sont de 90 euros et les frais pédagogiques s'élèvent à 1100 euros.

Voix : 21

Abstention : 0

Contre : 0

Pour : 21

**La création du DU Encadrement éducatif est approuvée à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

#### 4. Bilan des conseils de perfectionnement 2024.

**Madame Nathalie CATELLANI** rappelle que les conseils de perfectionnement sont constitués d'enseignants, d'étudiants, de personnels BIATTS et de personnels Education Nationale pour ce qui concerne les mentions 1, 2 et 3.

L'objectif est d'améliorer les formations en apportant des remarques constructives. Cette année le nombre de répondants aux questionnaires préalables a augmenté dans le premier et le second degré : 38,1% de réponses en 1er degré (27,8% l'an passé), 62,3% dans le 2nd degré (41,7% l'an passé), 88% pour les CPE (94% l'an passé).

Elle regrette un nombre de répondants médiocre au questionnaire 1<sup>er</sup> degré, ainsi que l'absence de représentants de l'Education Nationale au conseil de perfectionnement 1<sup>er</sup> degré. Elle relève l'approche quelquefois « consumériste » de la formation chez les étudiants. On remarque une évolution dans le bon sens des formations suite à la prise en compte des remarques des années précédentes : meilleure organisation globale de l'année, M3C mieux explicitées en début d'année, pression de la charge de travail mieux supportée par les étudiants sauf vers avril/mai.

1- Pour les masters préparant aux concours de l'Éducation nationale :

À l'issue des conseils de perfectionnement de l'an passé, il avait été préconisé pour 2023-2024:

- D'expliciter l'articulation entre enseignements transversaux et attendus/métier.s et concours (déontologie, cognition, connaissance de l'enfant et de l'adolescent par exemple) ;
- De prendre en compte la diversité des publics et des parcours dans les enseignements transversaux du 2nd degré (Eco-gestion, CPE, EPS, documentalistes) ;
- D'éviter les redondances entre certains enseignements (1er degré : TD des PEMF-DEA ; déontologie et laïcité ; options de spé IPI et AF) ;
- De faire évoluer le contenu de formation de psychologie et de cognition-métacognition, et mieux répartir les enseignements relatifs à l'école inclusive.

Certains points ont fait l'objet d'améliorations notables :

- Une meilleure explicitation entre enseignements transversaux et attendus métier.s/concours ;
- Le contenu de formation en psychologie, cognition et métacognition, en école inclusive.

Les autres points d'attention demeurent :

- La prise en compte de la diversité des publics et des parcours dans les enseignements transversaux destinés aux mentions 2 et 3 (Eco-gestion, CPE, EPS, PLP) ;
- La redondance entre certains enseignements (déontologie et laïcité ; options de spé IPI et AF).

a) Concernant les maquettes de formation

- Les étudiants se sentent préparés aux compétences métier par la formation MEEF (plus de 75% tous parcours confondus).
- Les étudiants se sentent bien préparés au concours (plus de 75%, tous concours confondus), mais avec des demandes en compléments disciplinaires (EPS, PLP Maths-sciences, PLP Lettres HG/ Lettres Anglais).
- Les étudiants perçoivent plutôt bien l'intérêt des enseignements transversaux et les missions éducatives des enseignants et des CPE (surtout les projets culturels, plébiscités dans le 2nd degré, la journée Valeurs de la République, les options de spécialisation) mais avec des réponses contrastées suivant les parcours.

b) Concernant l'alternance

- Les stages sont formateurs, et le suivi dans le cadre du tutorat mixte également. Le 1er degré souhaiterait davantage de retours sur les stages.
- Les essais didactiques, déjà présents dans les précédentes maquettes pour le 1er degré, et mis en place dans le 2nd degré, sont très appréciés et contribuent à une montée en compétences.

- On note toutefois une plus grande difficulté à réaliser les travaux universitaires (expérimentation de dispositifs pédagogiques, mémoire, option de spécialisation par ex.) dans de bonnes conditions pour les étudiants en SOPA que pour les étudiants en responsabilité.

c) Concernant le mémoire professionnel

- Les appréciations dans l'accompagnement et la rédaction du mémoire demeurent extrêmement variables selon le directeur de mémoire, que ce soit en présentiel ou en distanciel.
- L'articulation entre M1 et M2 demeure difficile dans certains parcours, et soumise au type de stage et au lieu de stage.

d) Les évaluations

- La surcharge de travail est mentionnée systématiquement, mais pour des raisons diverses (les CPE digitalisés sont salariés et/ou parents ; les étudiants en contrat alternant signalent un rythme de travail lourd, ce qui est normal puisqu'ils préparent la classe en responsabilité toute l'année).
- Certains étudiants réclament davantage d'évaluations formatives ou une notation master des concours blancs (et non une évaluation concours).

e) La plateforme Karuta

Mis à part pour le parcours CPE digitalisé, les étudiants sont insatisfaits de l'outil qui ne remplit pas son rôle de suivi d'acquisition des compétences professionnelles. Certains formateurs ou parcours n'investissent pas l'outil non plus suite à de nombreux dysfonctionnements.

f) Concernant les équipes pédagogiques

Le grand investissement des formateurs est reconnu.

2- En ce qui concerne les parcours sans concours de l'Education Nationale :

Le parcours ESDD2i a ouvert pour la troisième année. Le conseil de perfectionnement de l'an passé a permis un meilleur équilibre entre enseignements relatifs au développement durable et ceux relatifs à la santé. Les étudiants saluent la démarche par projet, la qualité des enseignements, les interventions des partenaires, et l'investissement de l'équipe pédagogique. Une inquiétude demeure quant aux débouchés du master, mais l'expérience de la première promotion est rassurante.

Le parcours FITAP est très apprécié. Pas de remarques particulières ni de propositions d'améliorations sur les contenus de formation et les modalités organisationnelles. Le processus est long et pénible pour s'inscrire, notamment du fait du statut reprise d'études.

Le parcours I2SPBS a été complètement revu et reconfiguré l'an passé en approche par compétences (4 UE, 4 SAÉ). La formation est appréciée et Karuta est opérationnel. Il subsiste des difficultés à trouver des lieux de stage et une inquiétude quant à s'insérer dans le milieu du travail à la suite de l'obtention du master.

**Monsieur Pierrick TARIN** relève et s'étonne des difficultés avec Karuta qui perdurent depuis le début. Il parle d'un « agacement permanent », à la fois des enseignants et des étudiants.

**Monsieur Nicolas LEBRUN** confirme ces dires, qui concernent également les formateurs académiques et les tuteurs.

**Madame Julie CAMPION** demande quel est le problème concernant les retours de stage dans le 1<sup>er</sup> degré.

**Madame Nathalie CATELLANI** explique qu'il n'y a pas d'espace dans les maquettes pour ce retour dans le 1<sup>er</sup> degré, contrairement aux maquettes du 2<sup>nd</sup> degré.

**Monsieur Steven MOLLET** demande si, concernant l'UE 4, la maquette est identique dans tous les INSPE.

**Madame Nathalie CATELLANI** explique que la construction des maquettes s'est faite à partir d'un cadre national, mais avec un pourcentage relatif d'autonomie locale. L'INSPE de l'académie d'Amiens a décidé d'uniformiser la structure des maquettes d'une mention à l'autre.

**Monsieur Steven MOLLET** demande pourquoi il existe des variations selon les parcours : dans certains parcours, il est demandé un mémoire en M1.

**Madame Nathalie CATELLANI** répond que ces variations ne devraient pas exister.

**Monsieur Aimeric AUDEGOND** précise que concernant le suivi de mémoire, la perception du travail de suivi du directeur de mémoire varie selon les étudiants, dont les attentes diffèrent d'un étudiant à l'autre.

## **5. Questions diverses**

Pas de question diverse.

L'ordre du jour étant clos, la séance est levée.

Gilles NEUVIALE